

Madame, Monsieur,

**Le mardi 17 février, nous serons en grève, pour défendre l'école publique, l'école inclusive et lutter contre la politique d'austérité.**

La loi de finances imposée par le 49.3 confirme une fois de plus que l'École publique n'est pas une priorité pour ce gouvernement.

À la rentrée 2026, **3 256 postes seront supprimés dans l'Éducation nationale**, dont 1 891 postes dans le premier degré.

**En Seine-Saint-Denis, nous perdons 67 postes.**

Les conséquences directes sont graves : **fermetures de classes, hausse des effectifs, dégradation du remplacement et de l'inclusion, affaiblissement des RASED, recul de la formation.**

**Sous prétexte de baisse démographique, le gouvernement organise la casse du service public d'éducation.** Peu importe les classes surchargées, le manque de remplaçant·es, l'explosion des besoins en inclusion : alors que tous les indicateurs sont déjà au rouge, l'École est de nouveau privée de moyens pour lutter contre les inégalités.

La baisse démographique doit au contraire permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels, pas de les dégrader davantage.

**Organisons la riposte et la mobilisation contre le démantèlement en marche du service public d'éducation et continuons d'exiger un véritable plan d'urgence pour notre département.**

**Nous comptons sur votre soutien et espérons vous retrouver à nos côtés lors de la manifestation du 17 février prochain.**

L'équipe éducative

Madame, Monsieur,

**Le mardi 17 février, nous serons en grève, pour défendre l'école publique, l'école inclusive et lutter contre la politique d'austérité.**

La loi de finances imposée par le 49.3 confirme une fois de plus que l'École publique n'est pas une priorité pour ce gouvernement.

À la rentrée 2026, **3 256 postes seront supprimés dans l'Éducation nationale**, dont 1 891 postes dans le premier degré.

**En Seine-Saint-Denis, nous perdons 67 postes.**

Les conséquences directes sont graves : **fermetures de classes, hausse des effectifs, dégradation du remplacement et de l'inclusion, affaiblissement des RASED, recul de la formation.**

**Sous prétexte de baisse démographique, le gouvernement organise la casse du service public d'éducation.** Peu importe les classes surchargées, le manque de remplaçant·es, l'explosion des besoins en inclusion : alors que tous les indicateurs sont déjà au rouge, l'École est de nouveau privée de moyens pour lutter contre les inégalités.

La baisse démographique doit au contraire permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels, pas de les dégrader davantage.

**Organisons la riposte et la mobilisation contre le démantèlement en marche du service public d'éducation et continuons d'exiger un véritable plan d'urgence pour notre département.**

**Nous comptons sur votre soutien et espérons vous retrouver à nos côtés lors de la manifestation du 17 février prochain.**

L'équipe éducative